

Histoire et mémoire du Grand Saint Barthélémy à Marseille, entre immigration, politique de la ville et engagement associatif

Virginie Baby-Collin, Stéphane Mourlane

▶ **To cite this version:**

Virginie Baby-Collin, Stéphane Mourlane. Histoire et mémoire du Grand Saint Barthélémy à Marseille, entre immigration, politique de la ville et engagement associatif. Diasporas. Circulations, migrations, histoire, 2011, 17, pp.26-41. halshs-00784522

HAL Id: halshs-00784522
https://shs.hal.science/halshs-00784522

Submitted on 4 Feb 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Baby-Collin V., Mourlane S., 2011. "Histoire et mémoire du Grand Saint Barthélémy à Marseille, entre immigration, politique de la ville et engagement associatif". In *Diasporas, Histoire et sociétés,* n° 17 (coord. M. Amar et L. Teulières), Toulouse, p. 26-41.

HISTOIRE ET MEMOIRE DU GRAND SAINT BARTHELEMY A MARSEILLE.

ENTRE IMMIGRATION, POLITIQUE DE LA VILLE ET ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Virginie Baby-Collin, Stéphane Mourlane
Université de Provence (Aix-Marseille I)
UMR 6570 Telemme-MMSH

Résumé :
Le Grand Saint Barthélémy, ZUP N°1 de Marseille édifiée dans les années 1960, a accueilli dans des logements HLM de nombreux migrants. Marginalisé et vite dégradé, il est l'un des territoires pivots de l'élaboration de la Politique de la ville, mais aussi un terreau de militantisme associatif très actif. Les liens entre intervention politique, engagement militant et vie populaire, féconds et conflictuels, ont contribué à donner naissance à un travail de mémoire mû par des initiatives contrastées, qui donne corps à des identités locales ancrées dans les territoires des cités. Entre dynamique interne et externe, l'article tente d'analyser la chimie de ce système de catalyse mémorielle.

Mots clés : Politique de la ville, engagement, militantisme, logement social, mémoire, immigration, Marseille.

Virginie Baby-Collin est maître de conférences en géographie à l'université de Provence et membre du laboratoire TELEMMe (UMR 6570), au sein de la MMSH où elle co-anime le groupe de recherches transversal MIMED (Lieux et territoires des migrations en Méditerranée, XIXe-XXI^{e} siècle). Ses travaux de recherche portent sur la marginalité urbaine, la citadinité et le vivre ensemble en ville, ainsi que sur les migrations internationales, modes de vie transnationaux et cosmopolitismes urbains. Si ses terrains privilégiés sont latino-américains et espagnols, elle a aussi conduit des recherches sur Marseille, dont le pilotage de la collecte d'archives orales au cœur de l'article ici présenté.

Stéphane Mourlane maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Provence et membre du laboratoire TELEMMe (UMR 6570) au sein de la MMSH où il co-anime le groupe de recherches transversal MIMED (Lieux et territoires des migrations en Méditerranée, XIX^{e}-XXI^{e} siècle). Ses travaux de recherche sur l'histoire des migrations porte en particulier sur les Italiens dans le sud-est de la France. Plus largement, il a contribué au programme du Fasild sur « Histoire et mémoires des immigrations en région PACA ». Il est récemment l'auteur avec Ralph Schor et Yvan Gastaut d'un ouvrage sur *Nice cosmopolite*, 1860-1960 (Autrement, 2010).

Marseille est souvent présentée comme une cité cosmopolite aux 111 quartiers. L'afflux de migrants depuis le XIX^e^ siècle a effectivement opéré une importante sédimentation de populations[1] sur laquelle la ville a largement construit son identité[2]. La représentation d'un territoire communal morcelé s'appuie sur une réalité tout autant historique et administrative – avec la formation du plan cadastral qui, depuis l'Empire jusqu'à sa rénovation en 1946, segmente la ville en sections et en quartiers –, que vécue. La dispersion de l'habitat sur les collines qui entourent la baie du Vieux-Port et la richesse historique des vies de quartier ont contribué au déclin du centre-ville depuis le XIX^e^ siècle, à tel point que certains considèrent que la ville souffre d'une absence de centralité urbaine[3]. L'importance des références au quartier et des identifications à cette méso-échelle entre ville et logement dans le quotidien des Marseillais, en font un cas d'étude stimulant pour la réflexion sur les modalités d'appropriation et d'expression de mémoires ancrées dans la migration.

La démarche paraît d'autant plus intéressante que ces quartiers ont été considérablement transformés par les nombreuses constructions menées après la Seconde Guerre mondiale, et les vastes opérations d'édification de logements sociaux qui, dans les années 1960, ont cherché à répondre à la pression démographique, accentuée par l'arrivée massive de migrants, notamment maghrébins. L'urgence dans laquelle ont été réalisées bon nombre de ces opérations a favorisé l'émergence d'espaces résidentiels qui ont souffert, pendant un temps plus ou moins long, de fortes carences en termes d'équipements et de desserte par les transports en commun. Cette situation a, à la fois, ralenti la constitution de quartiers de vie disposant des services de proximité nécessaires à leur bon fonctionnement, et favorisé l'émergence de solidarités collectives devant les difficultés de la vie quotidienne. Elle a aussi requis la mise en œuvre de politiques d'équipement urbain au sens large. Peu de temps après leur construction, bon nombre de ces quartiers ont été affectés par des politiques de rénovation et de réhabilitation urbaine. La piètre qualité des logements – ici, comme dans d'autres opérations d'urbanisme menées dans l'urgence en période de constructions massives - a imposé des interventions qui ont d'abord porté sur le cadre bâti. C'est là que, dans un contexte de paupérisation rapide du logement social, ont émergé les premières opérations de la Politique de la ville dès la fin des années 1970. La marginalisation sociale de bon nombre de ces quartiers a alors été « traitée » par une série d'interventions urbanistiques puis sociales, qui n'ont cessé de se succéder depuis plus de trente ans, avec des résultats discutés de façon récurrente. Ces espaces urbains ont aussi été le terreau d'émergence de mouvements associatifs et militants qui ont, tantôt cherché à pallier les carences, tantôt se sont inscrits dans les politiques d'intervention conçues dans le cadre national de la Politique de la Ville, localement déclinée.

Le quartier du Grand Saint Barthélémy, dans le 14^e^ arrondissement de Marseille, au cœur des « quartiers Nord » qui ont vu surgir 60% des logements sociaux de la ville et accueilli en masse les migrants du sud de la Méditerranée dans les années 1960, constitue un exemple significatif de

1. Voir Emile Témime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, Aix-en-Provence, Edisud, 4 vol., 1990.
2. Yvan Gastaut, « Marseille cosmopolite après les décolonisations : un enjeu identitaire », *Cahiers de la Méditerranée*, 67, 2003, p. 269-285.
3. Philippe Langevin, « Marseille et ses quartiers, une ville à construire », in Philippe Langevin, Jean-Claude Juan (dir.), *Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée*, Paris, Études de la Documentation française, n° 5255, 2007, p. 15-29.

cette histoire urbaine et migratoire.

Le Grand Saint Barthélémy correspond à l'espace de la grande ZUP (zone à urbaniser en priorité) de Marseille, la « ZUP n°1 » pour les urbanistes, qui regroupe sept cités HLM (Busserine, Picon, Saint Barthélémy III, Font-Vert, Benausse, Flamants, Iris) et une copropriété (Le Mail), édifiées entre 1960 et 1975. La dénomination de « Grand Saint Barthélémy » est aujourd'hui reprise par les acteurs de la Politique de la Ville et des associations locales. Il peine cependant à correspondre à la réalité d'un territoire vécu de façon souvent fragmentée par les habitants, en raison des nombreuses coupures physiques qui séparent les cités qui le composent. La terminologie est néanmoins mise en avant par les acteurs locaux, désireux de construire un « faire quartier » qui passe par « la nécessité de s'approprier son histoire »[4]. La diffusion gratuite trimestrielle du « Journal du Grand Saint Barthélémy », à l'initiative d'un collectif d'habitants et d'associations, reflète ces initiatives visant à construire un « quartier » fédérant ces territoires. L'ensemble appartient à la ville populaire et bigarrée[5] du nord de Marseille, qui, en arrière des espaces industriels et portuaires, s'oppose, dans les représentations, dans l'urbanisme comme en termes socio-économiques, à la ville bourgeoise des quartiers sud, en arrière d'un littoral plus balnéaire[6]. Dans les années 2000, le Grand Saint Barthélémy regroupe environ 20 000 habitants. Le taux de chômage y avoisine 50% de la population active, plus de 47% des habitants n'ont pas de diplôme (contre 23% à l'échelle de Marseille), 90% des salaires y sont inférieurs à la moyenne nationale et 60% des salariés ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté[7].

Le Grand Saint Barthélémy a vu éclore une vie associative et militante intense, reprise et incorporée dans les dispositifs de la Politique de la Ville depuis la fin des années 1970. Le 14e arrondissement de Marseille compte ainsi l'une des plus fortes densités d'équipements socioculturels (1/2 997 habitants pour 1/5 228 à l'échelle de Marseille) dans une ville qui en compte le plus grand nombre au niveau national[8]. Si plus d'une cinquantaine d'associations y sont encore vivantes, c'est aussi qu'elles ont participé de la création d'un sentiment d'appartenance local fort. Cette spécificité constitue à l'évidence un terreau fertile pour le développement de réseaux de solidarités au sein du quartier, fondés notamment sur l'activité militante. Ce sentiment d'appartenance est en outre renforcé par les interventions extérieures des pouvoirs publics qui multiplient les dispositifs de rééquilibrage[9], et des équipes de chercheurs en sciences sociales. Ils agissent dans une action parfois concertée, faisant de cet espace un laboratoire. Entre dynamiques internes et externes, s'élabore ainsi un système de catalyse mémorielle dont la chimie peut être, au moins en partie, analysée.

Après avoir posé les principaux jalons de la construction du quartier, nous nous proposons

---

4. Karima Berriche, *Le grand Saint Barthélémy, un quartier en devenir…,* Marseille, projet social 2011-2015 du Centre social l'Agora, document interne, 2010, 20 p.
5. En 1999, les étrangers représentent 13,7 %, de la population au sein de la ZUP, contre 6 % sur l'ensemble de la ville (source INSEE).
6. André Donzel, *Marseille, l'expérience de la cité*, Paris, Anthropos, 1999, p. 48.
7. Données INSEE rapportées à l'échelle de IRIS, in Yves Leonardo Marchon, *Mobilité et transports dans le quartier du grand Saint Barthélémy,* mémoire de master 1 de géographie, Université de Provence, 2008.
8. Claire Duport, Michel Péraldi, *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale. La longue marche des classes moyennes*, rapport à l'appel d'offre interministériel « Culture, ville et dynamiques sociales », ministère de la Culture, FAS, Plan, Délégation interministérielle à la Ville, février 1998.
9. Pascal Giuseppi, *Mise en perspective de 2 projets de requalification urbaine d'une cité de grands ensembles : exemple de la cité des Flamants dans le 14e arrondissement de Marseille*, mémoire de master 1 en géographie, Université de Provence, 2008.

d'interroger les liens entre engagement associatif, militantisme et Politique de la Ville. Il s'agit de montrer comment ils ont progressivement donné naissance à un travail de mémoire souvent hétérogène, mû par des initiatives parfois contradictoires, qui peut cependant donner corps à des identités locales ancrées dans les territoires des cités, et nourrir le terreau d'une histoire de ces quartiers qui reste encore, en grande partie, à écrire.

Du bidonville à la Cité

Les archives sur le quartier du Grand Saint Barthélémy n'ont, à ce jour, pas encore été exploitées par les historiens. Les témoignages leur offrent déjà parmi « les plus beaux matériaux de l'histoire »[10]. Ils permettent de définir une trame événementielle dont la précision chronologique n'est pas toujours assurée, mais qui permet de mieux saisir les processus mémoriels et d'en éclairer le sens.

Avant d'être un quartier, le territoire du Grand Saint Barthélémy est une « campagne » formée de terrains marécageux, irriguée par de petits ruisseaux où s'élevent quelques belles bastides bourgeoises. Un village, Saint-Barthélemy, se développe au XIX^{e} siècle autour de la gare construite sur la ligne Avignon-Marseille. L'église et les habitations se concentrent sur le seul côté est de la voie ferrée ; de l'autre côté, à l'ouest, les terrains restés vierges deviennent propriétés de la SNCF. La compagnie y loue des lopins de terre destinés à devenir des jardins ouvriers gérés par l'association des jardiniers de Provence. Cette association, soucieuse de tirer d'autres bénéfices de ces terrains que le bien-être des travailleurs, sous-loue, avec l'autorisation de la SNCF, 150 jardins de 200 m^2 chacun. Les abris de jardins ont alors tôt fait de se transformer en baraques pour soldats algériens, qui, démobilisés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, attendent le versement de leurs pensions. Les délais se prolongeant, ils font venir leur famille, transformant ainsi la « campagne » en bidonville. Si aucun quartier n'ignore, dans les années 1950, « ces zones abandonnées à la misère »[11], le plus grand bidonville de Marseille se forme entre Saint-Barthélemy et Sainte-Marthe. Y résidèrent environ 6 000 personnes, pour la plupart des Algériens, mais aussi des Italiens et des Espagnols. Les arrivants se regroupaient par origine géographique, même parmi les Algériens. La vie ressemble à celle des villages d'origine d'autant plus que la promiscuité renforce les sociabilités[12]. Dans un contexte général de crise du logement provoquée, à Marseille, à la fois par la stagflation de la construction et les destructions de la guerre, la municipalité dirigée depuis 1953 par Gaston Deferre entreprend alors de résorber les bidonvilles. Dans un premier temps, à partir de 1954, des cités de transit, comme celles de la Paternelle ou de Font-Vert, sont construites, étape provisoire entre le bidonville et la cité. Ces ensembles de préfabriqués temporaires jouent le rôle de « centres de triage »[13] avant le relogement dans les nouveaux HLM.

L'arrêté ministériel du 6 janvier 1960 marque une nouvelle étape. Il prévoit la construction de la ZUP n°1 qui, sur 160 hectares, doit comprendre 9 960 logements, dont 3 200 logements privés. Le projet répond à un triple objectif : le relogement des populations du centre ville démoli après le dynamitage du Vieux Port en 1943 et les combats de la Libération en 1944, puis remanié lors de l'aménagement de l'autoroute nord (A7) ; la résorption des bidonvilles ; l'accueil de rapatriés

10. Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988.
11. Émile Témime, *op. cit.*, t. 4, p. 48.
12. Voir notamment Amelia H. Lyons, « Des bidonvilles aux HLM : Le logement des familles algériennes en France avant l'indépendance de l'Algérie », *Hommes et Migrations*, 1264, 2006, p. 35-49.
13. Émile Témime, *op. cit.*, t. 3 , p. 137.

d'Afrique du Nord[14]. Ces espaces rapidement construits, aux parties communes vite mal entretenues, sont très hétérogènes de par leur architecture distincte d'une cité à l'autre, et fragmentés par le tracé de l'avenue Salvador Allende. Construite entre 1974 et 1977 pour desservir le nouveau centre commercial du Merlan et rejoindre le quartier de la Rose, cette artère coupe l'ensemble du Grand Saint Barthélémy en deux morceaux à peine reliés par des passerelles. Lorsque fin 1975 les travaux s'achèvent, on recense 8 800 logements sociaux, 585 logements en accession à la propriété et 170 logements dans le secteur libre ou construits par des promoteurs privés.

Pour beaucoup, le passage du bidonville où se maintenaient des pratiques communautaires héritées des villages d'origine, à la cité, entraîne une forme de repli qui témoigne des difficultés d'adaptation à une nouvelle société[15]. Dans les premiers temps, les grands ensembles de la ZUP n°1 accueillent une population hétérogène tant du point de vue social qu'ethnique[16]. Des enseignants et des employés de la SNCF y côtoient des ouvriers au sein d'une population jeune et active. On y compte néanmoins 70% d'actifs ouvriers au recensement de 1975, contre 45% pour l'ensemble de Marseille[17]. À la population d'origine européenne, se mêlent Maghrébins et Antillais, même si la répartition des logements dans les bâtiments entraîne une distinction spatiale : certains d'entre eux regroupent les 3-4 pièces habités principalement par des familles d'origine européenne, d'autres les 5-6 pièces où vivent les familles nombreuses, notamment étrangères. La population algérienne, qui représente 18% des habitants, compte un nombre à peu près équivalent d'hommes et de femmes, conséquence du regroupement familial autour de foyers avec de nombreux enfants. Les écoles, construites avec quelques années de retard sur les logements et conçues en fonction de critères nationaux, ne répondent pas aux besoins de la population : dans la ZUP, le nombre d'enfants par famille est deux fois plus important que la moyenne nationale. C'est un des éléments qui cimente la première mobilisation collective, des mères de famille notamment.

Les dynamiques classiques de départ des classes moyennes, remplacées par des populations de plus faibles ressources, notamment étrangères y sont rapides. La distance sociale qui s'installe dans la proximité spatiale accélère les départs de ceux qui en ont les moyens, vers l'acquisition de maisons avec jardins dans les espaces périurbains et les communes voisines (Septèmes, Rognac, Berre, etc.) et contribue à l'appauvrissement des cités[18]. La crise économique, et le chômage qui l'accompagne, n'arrangent pas la situation et modifient fortement la composition sociale et ethnique du Grand Saint Barthélémy. Les catégories moyennes, souvent d'origine européenne, quittent le quartier. Elles sont remplacées par des familles maghrébines puis comoriennes, dans les années 1980. La dégradation du bâti, les carences en termes d'équipements collectifs, ou encore l'isolement relatif du quartier par rapport au reste de la ville – il faut attendre 1970 pour voir apparaître la première ligne de bus qui relie le quartier au centre – participent de l'émergence d'un fort sentiment de marginalisation. Les difficultés cristallisent le mécontentement et favorisent l'émergence d'une mobilisation des habitants, qui sert aussi de substrat à l'apparition

14. Karima Berriche, *Monsieur Tir, un marchand de biens,* Marseille, Comité Mam'Ega, 2003, p. 23-24.
15. Voir Thibault Tellier, *Le temps des HLM 1945-1975 : la saga urbaine des Trente Glorieuses*, Paris, Autrement, 2007.
16. Christian Brunner, Frédéric Roustan, *Densité et formes urbaines dans la métropole marseillaise*, Agence d'urbanisme de l'Agglomération marseillaise, 2005.
17. K. Berriche, *Monsieur Tir…, op. cit.*, p. 24.
18. Jean-Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, 1970, p. 3-33.

d'une mémoire collective.

Militantisme, engagement social et Politique de la Ville

L'hétérogénéité et l'éclatement du territoire le rendent propice à l'émergence d'une identité transversale commune « ZUP n°1 »[19]. Cependant, le sentiment partagé d'un déclassement, jusqu'à l'exclusion, développe parmi les habitants l'attachement au quartier Saint Barthélémy Busserine, qui se distingue de l'appellation administrative « ZUP N°1 ». Philippe Langevin souligne qu'à Marseille « même dans les plus précaires d'entre eux, les habitants se ressentent davantage d'un quartier que d'une ville »[20]. La plupart des témoignages recueillis au cours des enquêtes menées dans les cités du Grand Saint Barthélémy viennent le confirmer, allant même jusqu'à évoquer une analogie entre la vie du quartier et la vie de famille[21].

Le combat mené par quelques militants issus de la Jeunesse ouvrière chrétienne ou des milieux communistes, en faveur du relogement des habitants des bidonvilles sert à la fois de creuset aux solidarités et à l'engagement militant. Issus de vagues plus anciennes de l'immigration italienne certains deviennent de véritables figures du quartier comme Séverin Montarello[22], communiste, militant CGT, engagé dans le mouvement des squatters, puis professionnel de l'animation culturelle : il fut le premier directeur du centre social Picon ouvert en 1965, puis de la première Maison de Quartier de la Busserine en 1971. D'autres donnent une dimension nationale à leur engagement, comme Marius Apostolo devenu l'un des cadres de la CGT[23]. Les habitants du quartier développent ensuite leur action en faveur de la construction d'écoles, d'équipements sociaux et l'ouverture de lignes de bus. Regroupés en associations, ils participent à la concertation lancée par la municipalité, à la suite des pressions exercées par les militants au début des années 1970, obtenant ainsi des progrès en matière d'équipements et d'urbanisme. Ainsi, sont-ils associés aux discussions autour du projet de la construction du Centre Urbain du Merlan, dont la construction commence en 1973. Il doit faire office de nouveau centre de la ZUP, avec, autour de l'hypermarché « Carrefour », une galerie commerciale, un centre médical, un commissariat, une bibliothèque, une mairie annexe, puis un théâtre devenu depuis scène nationale[24]. Ce dernier est construit à la suite de la mobilisation des habitants, après la mort d'un adolescent du quartier âgé de 16 ans, provoquée par une bavure policière lors d'un contrôle d'identité. L'engagement théâtral des jeunes constitue alors une sorte de catharsis pour survivre à cet événement traumatique : leur première pièce raconte la vie et la mort de Lahouari. On voit ici comment l'effervescence associative locale puise ses racines dans les souffrances du quotidien. Le club de football local joue alors sur le stade qui porte également le nom de la victime.
Cet événement contribue à l'émergence médiatique de la crise des banlieues et des difficultés de la « génération beur », dans la France de François Mitterrand. Après les émeutes des Minguettes,

19. Guy Di Méo, *Géographie sociale et territoriale*, Paris, Nathan, 2001.
20. Philippe Langevin, « Marseille et ses quartiers : une ville à construire », in Philippe Langevin, Jean-Claude Juan (dir.), *op. cit.*, p. 17.
21. Julie Digne, *« Faire quartier » : entre utopie et nécessité. L'exemple d'un territoire dans les quartiers nord de Marseille*, mémoire de master 2, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 2007, p. 14.
22. Voir la notice biographique dans Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Denis Pelletier (dir.), *Les catholiques dans la République : 1905-2005*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2005, et l'autobiographie de Séverin Montarello, *Et pourquoi pas moi ?,* Imprimerie Grignan, Marseille, 1994.
23. Marius Apostolo, *Traces de luttes 1924-2007. Mon engagement entre utopie et réalité*, Paris, Autrement, 2008.
24. Benoît Ferraris, *De l'espace au territoire : les pratiques du centre urbain le Merlan par les jeunes du 14e arrondissement,* mémoire de master 1 de géographie, Université de Provence, 2008.

dans la banlieue lyonnaise, en 1981, la première grande « Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme » (aussi appelée « Marche des beurs ») part symboliquement de Marseille fin 1983, passe par la cité des Flamants pour se rendre à Paris et en décembre, plusieurs jeunes du quartier sont membres de la délégation qui est alors reçue à l'Elysée[25].

L'engagement des jeunes et des mères de famille permet la fondation de nombreuses associations. Certaines luttent contre l'illettrisme : c'est le combat de Françoise Ega, Antillaise installée à la Busserine depuis 1969, et devenue l'une des figures emblématiques du quartier. D'autres se mobilisent contre la toxicomanie, à l'heure où les drogues douces, mais aussi l'héroïne, font des ravages parmi les jeunes des quartiers. Haddah Berrebouh, animatrice de l'association « Les Amis de l'Espoir », est représentative de cet engagement. D'origine algérienne, arrivée en France à l'âge de quatre ans, mère de dix enfants, elle s'installe aux Flamants en 1972 alors que la cité vient d'être construite. Elle est l'une des premières à militer pour la création de l'école, puis du centre social des Flamants, en s'impliquant dans de multiples associations locales, avant de devenir, dans les années 1990, l'un des premiers « parents relais » du quartier[26].

Ces nombreuses initiatives locales font écho aux dispositifs de la Politique de la Ville, mis en œuvre à partir des années 1980. Les premières opérations Habitat et vie sociale (HVS) ont commencé dès 1977. En 1981, sont créées la Commission nationale du développement social des quartiers, (CNDSQ) et les zones d'éducation prioritaire (ZEP). Deux rapports fondateurs sont publiés la même année : celui de Bertrand Schwartz sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes qui donne naissance aux premières missions locales et celui de Gilbert Bonnemaison sur la délinquance, qui débouchera sur la création du Comité national de prévention de la délinquance (CNPD). L'année suivante, Hubert Dubedout publie *Ensemble, refaire la ville*, qui donne naissance aux premières opérations de Développement social des quartiers (DSQ). Elles seront inscrites au Plan Etat-Région à l'échelle nationale à partir de 1984. La prise de conscience des difficultés sociales rencontrées dans les quartiers / ou les grands ensembles fait émerger la nécessité d'un traitement urbanistique, qui conduit aux premières opérations de rénovation urbaine à Marseille. La cité des Flamants, au cœur du Grand Saint Barthélémy a ainsi fait l'objet de premiers réaménagements, dès les procédures HVS à la fin des années 1970 et permis un rééquilibrage sociodémographique de la cité, la création d'un centre social et d'équipements pour les jeunes, et des améliorations techniques comme le chauffage des entrées d'immeubles[27]. Entre 1986 et 1989, la cité a fait ensuite l'objet d'un plan de rénovation avec le réaménagement d'un bâtiment, la construction d'une école d'infirmières et d'éducateurs, la mise en place d'une régie de quartier, l'agrandissement du centre social, la réhabilitation des logements et la dédensification du quartier : on passe de 899 logements à 750 environ[28]. Le plan a été partiellement mené à terme en raison de travaux non achevés, de problèmes financiers du bailleur, qui susciteront une plainte des associations d'habitants. Actuellement, Les Flamants font l'objet d'un nouveau projet de rénovation urbaine de grande ampleur, dans le cadre de l'Agence

---

25. Yvan Gastaut, *L'immigration et l'opinion sous la V^e^ République*, Paris, Le Seuil, 1999.

26. « L'impact de la politique de la ville et l'évolution du quartier des Flamants vus par une militante associative marseillaise », entretien avec Haddah Berrebouh réalisé dans le cadre de l'opération DAF DIV, à Marseille, le 25 mai 2008, Phonothèque MMSH (D2749 - n°2821).

27. Pascal Giuseppi, *op. cit.*

28. « Parcours et réalisation professionnelle: témoignage d'un architecte mandaté par des bailleurs sociaux pour la réhabilitation des cités du Petit Séminaire et des Flamants, l'action de la Politique de la Ville et les problèmes de gestion des bailleurs des logements sociaux », entretien avec André Jollivet, dans le cadre de l'opération DAF-DIV, Marseille, 5 mai 2008, Phonothèque MMSH (D2777 – n°2836).

nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). La convention Flamants Iris, signée en 2005, comporte des transformations majeures : destruction de bâtiments avec une diminution du nombre de logements de 722 à 509 ; création d'une nouvelle centralité et d'un pôle de services ; désenclavement du quartier par la création de rues traversantes ; diversification de l'offre locative.

L'action sociale accompagne ces opérations de rénovation. Le foisonnement des réflexions au début du gouvernement socialiste et à l'heure des politiques de décentralisation, les premières mesures sociales en faveur des quartiers qui amorcent un nouveau traitement des cités et des populations issues de l'immigration, permettent l'éclosion, selon de nombreux témoins, d'un « âge d'or » de la Politique de la ville et de l'amélioration de la vie locale[29]. Alain Fourest, premier chef de projet dans le quartier du Grand Saint Barthélémy, est l'un des acteurs clés de cette rencontre entre initiatives associatives, engagement militant et mise en œuvre d'une politique urbaine et sociale de quartier, construite à partir d'une concertation avec les habitants et s'appuyant sur les actions existantes[30].

La création, en 1982, de l'ASSUR, par plusieurs jeunes du quartier[31] en est un exemple. L'association s'est lancée dans l'animation socio-culturelle en faveur des jeunes, à partir de plusieurs initiatives : les « animations cantine » menées pendant le temps scolaire dans les établissements du quartier, des soirées guinguettes, des animations périscolaires, puis des colonies de vacances pour les enfants. Ces jeunes animateurs sont encouragés à passer le diplôme d'éducation aux fonctions d'animation (DEFA) dans le cadre de l'opération « DEFA 300 » organisée par le ministère de la Solidarité pour former 300 jeunes issus de l'immigration aux métiers de l'animation socio-culturelle dans les quartiers dont ils sont issus, dans une logique de discrimination positive. Ils font alors le lien entre les initiatives populaires et la politique de construction d'une action sociale de quartier, le chef de projet ayant joué le rôle d'intermédiaire. C'est ainsi que s'est construite une progressive professionnalisation de l'animation socio-culturelle[32], qui rencontre les intérêts de la politique sociale de maillage territorial menée par Gaston Defferre à Marseille. Les jeunes issus de l'immigration y trouvent tout autant un mode d'insertion socioprofessionnelle qu'un moyen de valoriser leur appartenance au quartier. Dans les années 1980, l'ASSUR a ainsi employé près de 300 jeunes par an dans ses activités d'animation locale. Plusieurs initiatives issues des quartiers du Grand Saint Barthélémy ont servi de terrain d'expérimentation pilote pour des opérations qui, par la suite, ont été intégrées aux dispositifs institutionnels du volet social de la Politique de la ville tels que les missions locales, les adultes relais, qui font le lien entre les mères issues de l'immigration et les enseignants dans les

---

29. Jörg Bachschuster, « *Mais à Marseille on a le soleil », la Politique de la Ville en France et dans le Grand Saint Barthélémy à travers la presse locale et des entretiens,* mémoire de master 1 d'histoire, Université de Provence, 2009.

30. « Un chef de projet dans le quartier du Grand Saint Barthélémy (1981-1983) témoigne des enjeux, des acteurs et des faiblesses de la Politique de la ville aux époques Defferre, Vigouroux et Gaudin », entretien avec Alain Fourest dans le cadre de l'opération DAF-DIV, à Marseille, le 3 décembre 2007, Phonothèque MMSH (D2776 - n°2832).

31. « Témoignage de la créatrice de l'Association Shebba et membre du Conseil National des Villes (CNV), sur la Politique de la ville à Marseille », entretien avec Zoubida Meguenni, dans le cadre de l'opération DAF-DIV, à Marseille, le 21 mars 2008, Phonothèque MMSH (D2777 - n°2839) et Claire Duport, *Notables, militants, entrepreneurs. Une histoire sociale du militantisme dans les cités,* thèse de doctorat de sociologie, Université de Provence, p. 250 et suiv.

32. Claire Duport, Michel Péraldi, *Action culturelle, politiques de la ville …*, *op. cit.* et Claire Duport, *Notables, militants…, op. cit.*.

établissements scolaires, ou encore les fonds d'initiative pour les jeunes.

L'âge d'or de la rencontre entre engagement associatif et militant d'une part, Politique de la Ville de l'autre, se fissure progressivement au début des années 1990. L'institutionnalisation de la cette dernière éloigne en effet les agents de sa mise en œuvre, des initiatives de terrain. Cette évolution se manifeste notamment lors du remplacement des DSQ par les procédures de Développement social urbain (DSU) qui traitent les quartiers non plus à l'échelle locale mais de manière plus globale, puis lors de la création du ministère de la Ville, en 1991. L'élaboration progressive d'une politique contractualisée, dans le cadre des contrats de ville généralisés en 1994 avec le XI^{e} plan, puis des Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) à partir de 2007, ne modifie guère cette dynamique. Les entretiens avec les acteurs clés du Grand Saint Barthélémy témoignent de la déception des acteurs les plus engagés dans les années 1970-80. L'institutionnalisation de la politique ne leur a pas permis de pérenniser à leur profit leurs initiatives de terrain innovantes. Ces différentes initiatives signifient aussi un certain divorce entre Politique de la ville et action associative locale.

Mémoires de quartier : la diversité des agents d'une maïeutique mémorielle

L'engagement militant a constitué, dès le départ, un terreau fertile à l'émergence d'une mémoire commune. Elle se met en scène progressivement par le développement de l'action culturelle au sein des territoires urbains en difficulté. Ainsi, l'émergence du théâtre du Merlan est fondée sur le travail de mémoire réalisé à partir de la mort du jeune Lahouari en 1980. Les initiatives de l'association Media 2 Méditerranée, fondée aux Flamants en 1983 par le journaliste Christian Pesci, visent à donner, à l'aide de la formation audiovisuelle des jeunes et la réalisation de documentaires, une autre image du quartier que celle, souvent désastreuse, que contribuaient à faire émerger les médias classiques[33]. L'association Messages, de son côté, a permis, par la pratique des danses berbères, de perpétuer les traditions, et de les faire découvrir aux jeunes habitants du Grand Saint Barthélémy[34]. Certaines actions culturelles témoignent ainsi de l'entretien d'une mémoire des pays d'origine des migrants, qui se mêle et se conjugue à celle, plus récente, du quartier. Interrogée sur ses plus beaux souvenirs, Haddah Berrebouh évoque l'anniversaire des trente ans des Flamants en 2002, qui a permis à tous de se retrouver autour de ces deux mémoires, dans un quartier qu'elle qualifie de « petit village, petite famille, où tout le monde se connaît »[35].

Aujourd'hui, le centre social Agora, qui rayonne sur trois cités (Saint Barthélémy 3, Busserine, Picon), est révélateur des évolutions des modes d'interventions socioculturelles[36]. L'Association d'Animation Sociale et Culturelle du Quartier Busserine (AASCQB), fondée en 1972 au sein de la Maison de Quartier, en est à l'origine. En 2005, alors que l'agrément du centre social Picon, l'un des premiers du quartier, n'est pas renouvelé, l'association assure la relève pour devenir centre social Agora. Son action est, comme l'association originelle, largement tournée vers la jeunesse et l'organisation de moments festifs et conviviaux au sein du quartier. Sa directrice, Karima Berriche, entend ainsi « faire quartier », par le renforcement du lien social entre les

33. « Témoignage d'un ancien acteur associatif sur l'aide aux jeunes du quartier Saint-Barthélemy (Marseille 14^{e}), via une association et un centre social », entretien réalisé avec Christian Pesci dans le cadre de l'opération DAF-DIV, Marseile, 24 avril 2008, Phonothèque MMSH (D2778 - n°2842).
34. Haddah Berrebouh, Phonothèque MMSH (D2749 - n°2821), *op. cit.*
35. *Ibid.*
36. Julie Digne, *« Faire quartier »...*, *op. cit.,* p. 100-105.

habitants. Sa démarche appelle une prise de conscience mémorielle dans le cadre d'une appropriation du passé par les générations qui n'ont pas connu la rupture migratoire. Elle croise celle d'autres associations locales comme le Comité Mam'Ega, fondé en 1988 en hommage à Françoise Ega, évoquée plus haut. Ces deux structures sont à l'origine d'un rassemblement associatif[37] « Vivre ensemble dans le Grand Saint Barthélémy. Mémoires, identités, territoires » qui organise un colloque en 1995 réunissant habitants, travailleurs associatifs et universitaires dont l'historien Émile Témime. Par la suite, un site internet collaboratif est mis en place avec pour ambition de « laisser à chacun la possibilité de s'exprimer, sur ses souvenirs, son actualité et ses perspectives »[38]. Le collectif affiche également comme objectif « la diffusion de l'histoire et la mémoire du quartier à travers des portraits de ses acteurs, de ses militants, ou tout simplement de ses habitants et des "fiches chronologiques d'identité de chaque cité" donnant les grandes lignes de l'historique du quartier ».

Karima Berriche, avec le soutien du Comité Mam'Ega, trouve à incarner la mémoire du quartier en publiant la biographie d'une figure consensuelle : Monsieur Tir[39]. Petit épicier sans fortune originaire des montagnes de l'Aurès, ce personnage a ouvert une première boutique en lisière du bidonville à la fin des années 1950 qui se transforme en lieu de rencontre, en l'absence d'un véritable espace public collectif. En 1976, il déplace son commerce au carré de la Busserine, place marchande au cœur de la cité à laquelle il contribue à donner les allures d'une place de village, la « Jemâh », lieu privilégié de rencontres et de sociabilités. Si les autres commerçants ont fini par partir, en raison notamment de la concurrence du centre commercial du Merlan, tout proche, qui héberge l'hypermarché Carrefour, monsieur Tir, lui, est resté. En quarante ans, il a connu parmi ses clients plusieurs générations d'habitants : les gens des baraques, puis les nouveaux arrivants dans les cités, d'origine maghrébine, afro-antillaise ou comorienne. Chacun trouve donc à s'identifier dans le parcours de Mahboubi Tir, érigé au rang de figure tutélaire. Sa place dans la mémoire collective prend une dimension définitivement patrimoniale lorsque la ville de Marseille décide, grâce à la mobilisation des acteurs associatifs locaux, en juillet 2004, de renommer rue Mahboubi Tir, le prolongement du boulevard Jourdan. Cette initiative témoigne d'une volonté de se réapproprier des espaces urbains dépersonnalisés en les ancrant dans la mémoire collective et en les érigeant en lieu de mémoire[40]. Elle s'inscrit aussi dans cette démarche qui consiste à donner corps à « l'utopie du faire quartier » en nommant des rues qui souvent n'en ont pas, car la plupart d'entre elles appartiennent aux bailleurs sociaux : inscrite dans le livre blanc rédigé par le collectif associatif local « Collectif citoyens, Logements et Cadre de vie », objet d'une démarche de longue haleine entreprise par le comité Mam'Ega, cette démarche de « rendre visible les lieux, en leur attribuant des noms, permettra de construire un quartier »[41].

La Maison des Familles et des Associations du Grand Saint Barthélémy a élaboré une exposition itinérante, la « Saga des cités », qui met en images leur histoire, et est diffusée dans les collèges

---

37. Le Centre Social L'Agora, la Maison des Familles et des Associations, l'ADDAP 13, le Centre Social Flamants Iris, Schebba, le collectif inter-copropriétés, le collectif citoyens logement, l'Espace Cuturel Busserine, le théâtre de la Mer, Atout Sport Busserine, l'association de défense des locataires de Saint Barthélémy III, Act'Emploi, l'association Tennis Busserine.

38. http://www.vivreensemble.org/

39. Karima Berriche, *Monsieur Tir…, op. cit*.

40. Voir Jean-Claude Bouvier, Jean-Marie Guillon (dir.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2001.

41. Karima Berriche, *Le quartier du Grand …, op. cit.*

des environs. Depuis, les initiatives où se mêlent remémoration et réflexion se multiplient. En mai 2008, à l'occasion du trentième anniversaire de la Maison des Familles et des Associations, un forum est organisé sur le thème « Mémoires de quartiers, Histoires d'égalité : l'exemple du Grand Saint Barthélémy », avec la participation de l'historien Gérard Noiriel. Le Comité Mam'Ega est à l'origine d'une série de manifestations, auxquelles sont invités à participer les sociologues Salvatore Condro et Sylvie Mazzella en novembre 2009. Intitulée « Mémoire d'avenir » elle entend évoquer « De Françoise Ega au Comité Mam'Ega, 20 ans d'action associative au cœur du Grand Barthélémy ».

Les chercheurs et universitaires sont en effet associés de longue date au processus mémoriel, comme ils ont été partie prenante de la vie associative et de la Politique de la Ville instaurée dans le quartier. Le Grand Saint Barthélémy a été marqué, dès le début des années 1980, par les travaux du Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle du sud-est (CERFISE), bureau d'études de sociologie urbaine fondé par Michel Anselme et Michel Peraldi. À partir d'un premier diagnostic social du quartier, réalisé en 1985, les sociologues du CERFISE ont été chargés de la Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) lors de la première opération de rénovation des Flamants déjà évoquée[42]. Ces travaux ont aussi permis aux habitants, lors de la réalisation des enquêtes diagnostics, et du travail de terrain de longue durée mené par les chercheurs, d'évoquer leur passé, l'immigration, les conditions de vie des habitants, les actions des associations locales. En étroite collaboration avec le CERFISE, France 3 et l'INA Méditerranée, et en mémoire à la mort précoce de Michel Anselme, qui fut résident du Grand Saint Barthélémy, Alain Dufau a réalisé un documentaire sur l'histoire du quartier, du bidonville à la cité actuelle, mettant en scène les personnages emblématiques de son histoire. Ces enquêtes ont non seulement donné lieu à des publications scientifiques, mais aussi servi à la réalisation d'un documentaire pour la télévision[43].

La Politique de la ville a, elle aussi, investi le champ des mémoires. Pas seulement celles des habitants, retraçant leur construction identitaire locale, mais aussi celle des dispositifs locaux de mise en œuvre de la Politique de la ville, vue par ses principaux acteurs et bénéficiaires. Ainsi le Grand Saint Barthélémy a constitué avec Vénissieux, Saint Denis, les quartiers sud de Cayenne, Salon-de-Provence et Tourcoing, un terrain pilote pour la réalisation d'une opération nationale de collecte d'archives orales de la Politique de la ville organisée conjointement par la Direction des Archives de France (DAF) et la Délégation interministérielle de la Ville (DIV). Il s'agit de recueillir « les témoignages des initiateurs et des concepteurs de la Politique de la ville, des élus et acteurs locaux chargés de la mise en œuvre de cette politique comme les responsables des services déconcentrés de l'Etat ou de ceux des collectivités territoriales, ou encore des responsables du secteur associatif et des habitants des quartiers concernés »[44]. Cette opération est justifiée, aux yeux de ses promoteurs, par plusieurs motifs. D'abord, l'histoire des dispositifs locaux de la Politique de la ville, des acteurs de sa mise en oeuvre, n'a pas encore donné lieu à de nombreuses recherches. Par ailleurs, les sources écrites qui concernent à la fois, la mise en œuvre locale des opérations, leur suivi et l'action associative, sont mal conservées, souvent égarées ou détruites par négligence. Elles rendent d'autant plus importante la collecte orale, quand les

42. CERFISE, *Les Flamants, situation dans le quartier*, 1984 ; CERFISE, *Iris Flamants, une réhabilitation délicate,* 1985.

43. Alain Dufau, *Au nom de l'urgence*, France 3 Méditerranée, 1993.

44. Lettre de mission des directeurs de la DAF et de la DIV aux préfets de région, de département, présidents de conseils régionaux et généraux, maires (réf. DPACI/RES/2004/15), le 23 juillet 2004.

acteurs de terrain parlent d'amnésie des dispositifs et des actions dont l'histoire n'a pas gardé la mémoire. Ensuite, de nombreuses villes ont constitué depuis peu des services d'archives permettant d'ouvrir des espaces de conservation de la mémoire. Enfin, l'opération doit permettre de produire des connaissances partagées, de devenir une ressource pour l'action, et de favoriser l'appropriation d'une histoire locale[45]. Un travail de mémoire est parallèlement engagé par la DIV[46].

Un comité de pilotage composé d'archivistes, d'universitaires, d'acteurs associatifs et institutionnels[47] a identifié une trentaine de témoins - représentants de l'Etat, membres de collectivités locales et d'institutions publiques locales ; représentants d'associations de quartier et d'habitants - auprès desquels ont été menés des entretiens entre 2007 et 2008. Avec une méthodologie et un protocole spécifique, ce travail a abouti à la construction d'archives constituées d'une addition de mémoires orales de la Politique de la ville telle qu'elle a été incarnée dans le Grand Saint Barthélémy, vue par ses acteurs et ses bénéficiaires. Dans un souci de restitution auprès des habitants, un film d'une vingtaine de minutes a été produit à l'issue de l'opération, mettant en images le quartier sur fond d'extraits choisis des entretiens réalisés[48]. Sa projection, en février 2009, au centre social L'Agora, a donné lieu à de vifs débats, qui ont mis en lumière la difficulté pour les habitants à voir mise en scène l'histoire de leur quartier par les acteurs de la Politique de la ville, histoire souvent jugée non concordante avec leur propre vécu. Cette rencontre a témoigné de la diversité des mémoires confrontées, de la relation souvent douloureuse entretenue par des populations marginalisées avec les dispositifs institutionnels qui ont modelé leur quartier. Elle a aussi révélé les déceptions suscitées par le sentiment d'un divorce progressif entre l'incarnation locale d'une politique, et la réalité vécue par ses citadins. C'est en effet la place de la Politique de la ville qui était discutée : importante dans la mémoire des acteurs qui l'ont construite, insignifiante dans les mémoires de nombreux habitants ; ayant permis de donner de l'élan et de renforcer certaines initiatives associatives pour certains, les ayant cantonnées dans un rôle subsidiaire pour d'autres.

Le besoin éprouvé par la DIV de travailler à une mémoire de la Politique de la ville rejoint d'autres initiatives mémorielles lancées à l'occasion de la mise en place des projets de rénovation urbaine conventionnés par l'ANRU, dont deux sont en cours dans le Grand Saint Barthélémy (Flamants-Iris, et la Busserine). La destruction de tours de logement, douloureusement vécue par nombre d'habitants, s'accompagne d'un travail de reconnaissance des mémoires de ceux qui ont

---

45. Catherine Foret, « Pourquoi écrire l'histoire et travailler sur la mémoire de la Politique de la ville ? le regard du sociologue », in B. Domenech, B. Madelin, C. Fleureau (dir.), *Le Franc Moisin, entre histoire et mémoires,* Éditions de la DIV, hors série Études et recherches, 2008, p. 76-81.

46. Colloque « Ville et mémoire », 17 juin 2004, organisé par la DAF et la DIV, publié sous le titre *Colloque Ville et mémoire*, Éditions de la DIV, 2006, 94 p. ; Catherine Foret (dir.), *Travail de mémoire et requalification urbaine, repères pour l'action*, Éditions de la DIV, 2007, 178 p.

47. Le comité de pilotage, dirigé par Sylvie Clair, directrice des Archives municipales de Marseille, était composé de : Véronique Marzo (chargée de mission Politique de la ville de Marseille), Dominique Michel (directeur du Centre de ressources de la Politique de la ville en PACA - CRPV), Karima Berriche (directrice du centre social l'Agora), Émile Témime (historien), Alain Dufau (documentariste), des universitaires Virginie Baby-Collin, Nicole Girard (géographes) et Laurence Americi (historienne), enseignantes chercheuses à l'université de Provence et membres du laboratoire Telemme de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, ainsi que des six étudiants de master qui ont réalisé les entretiens.

48. Le film, intitulé *S'il y en a qui ont la solution, ils sont un peu prétentieux…* , a été réalisé par le département Satis de l'Université de Provence, avec l'aide de Barbara Morel et de Jacques Sapiega, sous la direction du comité de pilotage local de l'opération.

vécu en ces lieux. La démolition comme aveu d'échec est alors concomitante d'une construction mémorielle jouant comme processus de valorisation identitaire. Ces démarches donnent lieu, dans les différentes villes de France engagées dans des conventions ANRU, à des ouvrages, des vidéos ou films, des groupes de parole, suivant les contextes[49]. On peut s'interroger sur leur sens et leur portée : travail de deuil, accompagnement à la mise en place de la rénovation dans une logique d'apaisement des populations souvent réticentes aux démolitions ? Ou bien moyen, pour les habitants, de laisser des traces, de faire émerger leur parole souvent ignorée, de « prendre place », ce qui peut aussi être une ressource pour l'action ? Les acteurs de terrain soulignent que, si le travail mémoriel peut être un moyen politique de gérer une souffrance symbolique forte, il peut aussi favoriser une prise de conscience des intelligences humaines et politiques des citadins, et participer, via des pratiques additives, de la construction de mémoires urbaines qui constituent autant de « nourriture pour l'histoire », pour reprendre l'expression de Nora Mekmouche. Dans son travail militant mené sur la cité des Créneaux, dans le 15e arrondissement de Marseille[50], elle a fait émerger des histoires personnelles où la cité se mêle aux trajectoires migrantes de ses habitants, la plupart Maghrébins. Ils sont nombreux à avoir pris la parole pour la première fois lors de ce projet.

Conclusion

Le foisonnement de ces initiatives mémorielles fait contraste. D'abord, avec les critiques récurrentes adressées à la Politique de la ville et l'empilement de ses dispositifs, qui soulignent l'amnésie renouvelée des politiques publiques dans les quartiers. Ensuite avec la violence de la politique de destruction massive du logement social dans le cadre des projets ANRU et du « plan Borloo » : 200 000 démolitions de logements prévues en cinq ans, dans les quartiers dits « en marge du territoire national ». Enfin, avec la faible prise de parole (ou la faible médiatisation de leur prise de parole) des habitants de ces quartiers, malgré le développement de dispositifs de concertation, trop souvent réservés à une élite locale. On peut s'interroger sur la portée politique du travail de mémoire et son utilisation par les acteurs de la Politique de la ville. Il ne constitue en effet qu'un élément d'accompagnement de dispositifs conçus en amont, et établis dans le cadre de procédures de concertation discutées, qui font douter de la réalité d'une co-construction des politiques publiques à l'écoute de ses bénéficiaires directs, les habitants des cités.

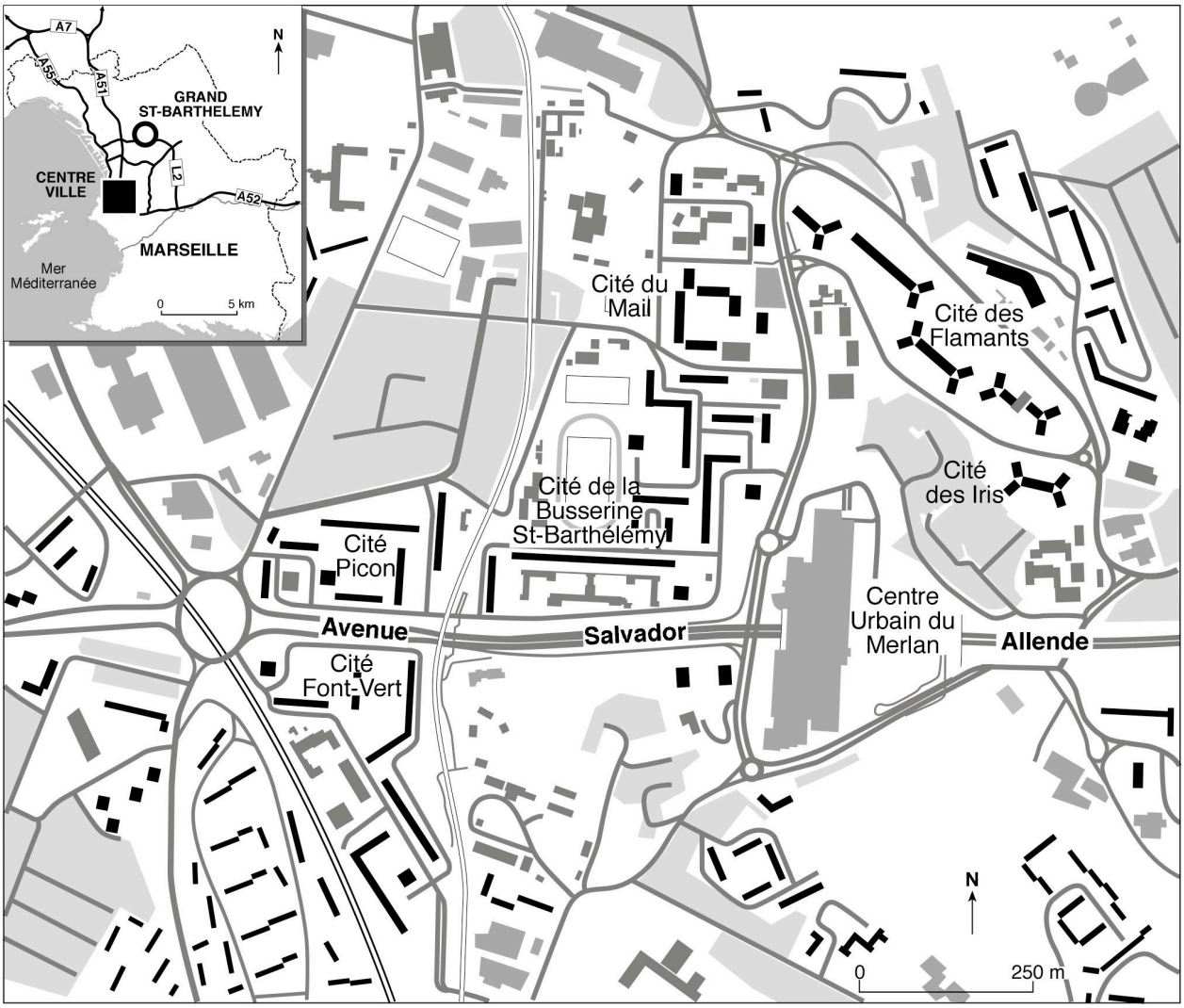
Il n'en reste pas moins que le travail de mémoire mérite doublement d'être valorisé. D'une part, la prise de conscience, par les habitants, que leur histoire vaut la peine d'être racontée et qu'ils sont des acteurs légitimes de leur cité, fait de leur prise de parole, croyons-nous, une ressource pour l'action. D'autre part, la collecte des mémoires offre des sources complémentaires aux archives très riches pour le travail des historiens. Ainsi, pourra-t-on engager une nécessaire « historicisation » des traces mémorielles d'un territoire pour en faire émerger son identité[51]. Des premières pistes ont été ouvertes[52] et la collaboration se poursuit, à l'échelle de la région, entre

49. On en trouve plusieurs exemples synthétiques dans Catherine Foret (dir.), *Travail de mémoire…, op. cit.*
50. Nora Mekmouche (dir.), *Mémoires des créneaux, chroniques d'une démolition annoncée,* Marseille, associations Cris écrits, 2009.

51. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.
52. Gilles Frigoli, Yvan Gastaut, Stéphane Mourlane, Christian Rinaudo, *Histoire et mémoires des immigrations en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, rapport pour l'Agence nationale pour la cohésion et l'égalité des chances, 2008.

chercheurs, associations et institutions (archives, Acsè, Rectorat, DRAC) au sein d'un Réseau pour l'histoire et la mémoire de l'immigration et des territoires (RHMIT). L'enjeu est bien de favoriser l'émergence, dans un climat apaisé, de ces mémoires plurielles, entre mémoires communautaires liées à la migration, et mémoires de quartier. Difficile, du reste, à ce stade de saisir les modes d'entrelacement mémoriel, dans leur complexité et leur temporalité. Leur analyse réclamerait une enquête spécifique plus approfondie, en vue de laquelle nous pensons avoir posé les principaux jalons. Le Grand Saint Barthelemy n'a pas encore dit ses derniers mots.

Carte : Le contexte urbain et les cités du Grand Saint Barthélémy



Réalisation : Virginie Baby-Collin et Patrick Pentsch, Université de Provence, département de géographie. 2010.